

LES PROGRAMMES DÉCHIFFRÉS

Dettes, déficit : ce que proposent les candidats à la présidentielle

Après deux ans de « quoi qu'il en coûte », l'heure est moins à la contrainte budgétaire qu'aux annonces de dépenses nouvelles et de baisses d'impôts chez les candidats. Seule Valérie Pécresse se montre plus offensive sur le sérieux budgétaire, mais le montant d'économies qu'elle promet est contesté.



« Nous sommes partis pour le moment vers une course aux dépenses nouvelles et aux baisses d'impôts », selon François Ecalle. (Shutterstock)

Par **Renaud Honoré**

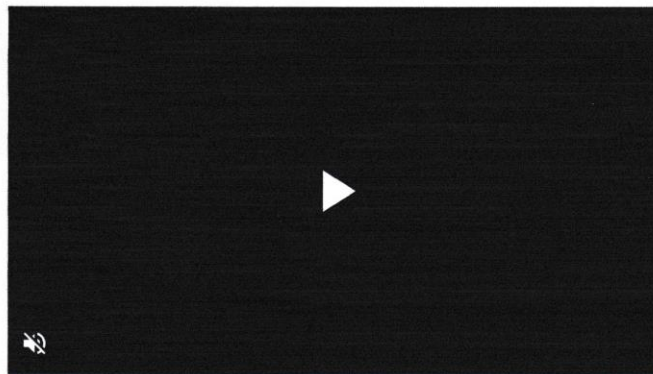
Publié le 14 janv. 2022 à 9:00 | Mis à jour le 14 janv. 2022 à 11:15

Dans l'un des deux livres qu'il a eu le temps de publier en 2021, « L'Ange et la Bête », Bruno Le Maire se rappelle ce temps pas si lointain, l'année 2019, où « l'unité de compte pour les finances publiques restait la dizaine de millions d'euros » « Depuis la crise, elle dépasse le milliard », ajoutait le ministre de l'Economie et des Finances, qui ne devrait donc pas être surpris de la tournure que prend pour le moment **la campagne de l'élection présidentielle**.

Malgré la **flambée de l'endettement consécutive à la crise sanitaire**, la question des finances publiques peine à émerger dans le débat. Un vrai changement par rapport aux scrutins de 2012 et 2017, quand la crise de la zone euro l'avait mise au-devant de la scène. « Nous sommes partis pour le moment vers une course aux dépenses nouvelles et aux baisses d'impôts. La possibilité de se financer sans difficulté grâce à la Banque centrale européenne efface la contrainte budgétaire dans l'esprit des candidats », regrette François Ecalle, un des deux auteurs de **la note de l'Institut Montaigne sur l'avenir des comptes publics**, dévoilée par « Les Echos ».

Présidentielle : le grand défi budgétaire qui attend le prochain chef de l'Etat

Pour le moment, seuls Valérie Pécresse et Emmanuel Macron - **par la voix de son gouvernement** - affichent un objectif de retour du déficit sous la barre des 3 % en 2027 et de baisse de l'endettement à cet horizon. « Dans les deux cas, le discours est présent, mais les mesures proposées ne sont pas à la hauteur des discours », juge François Ecalle.



INTERVIEW – Laurent Saint-Martin : « Nous devons continuer à baisser la fiscalité »

Le programme de Péresse

Dans l'attente de l'entrée en campagne du chef de l'Etat **qui n'annonce pour le moment que de nouvelles dépenses**, Valérie Péresse a pourtant déjà dégainé un programme relativement détaillé en la matière. Elle prévoit 76 milliards d'euros d'économies annuelles d'ici à 2027, avec notamment le recul de l'âge de départ en retraite à 65 ans en 2029. De quoi largement financer les 34 milliards d'euros de dépenses nouvelles et la baisse du déficit.

Mais certaines des économies annoncées interrogent. La baisse de la contribution au budget européen ressemble à un pari, tandis que les 15 milliards d'euros récoltés grâce à la lutte contre la fraude fiscale et sociale paraissent difficiles à atteindre. « Ce n'est pas un ordre de grandeur réaliste », selon François Ecalle.

Valérie Péresse promet un régime sec budgétaire... et des hausses de salaires

Surtout Valérie Péresse est attendue au tournant sur les coupes de 200.000 postes dans la fonction publique, très sensibles politiquement dans le contexte actuel. La candidate LR assume toujours cette mesure, tout en cherchant à adoucir sa présentation en insistant sur les 50.000 postes qu'elle créera en parallèle pour l'éducation, la santé ou la sécurité. Signe que l'heure n'est plus aux discours façon François Fillon 2017.

Les nouveaux mots de l'extrême droite

A l'extrême droite, le climat a nettement changé depuis 2017. **Marine Le Pen** ne veut plus sortir de la zone euro et a même affirmé au printemps dernier **son attachement au remboursement de la dette** pour rassurer l'électorat âgé et de droite traditionnelle.

Pour autant, la candidate RN n'en est pas encore à afficher des objectifs budgétaires qui lui permettent de respecter les critères de Maastricht. « Depuis 20 ans, aucun président

n'a respecté ses engagements budgétaires, ces critères n'ont pas de sens », assume Franck Allisio, conseiller de Marine Le Pen.

Ce dernier assure que « l'Etat retrouvera la maîtrise de ses comptes grâce à une relance saine et durable », qui passera notamment par des baisses d'impôts, « entre 30 et 50 milliards ». L'élue du RN veut notamment baisser la TVA sur l'énergie (12 milliards) et les impôts de production en ciblant les PME (une dizaine de milliards). Des mesures coûteuses qui devront également faire avec le retour à la retraite à 60 ans avec 40 années d'annuités qui pèsera là aussi lourdement.

Pour financer tout cela, Marine Le Pen dit compter sur la lutte contre la fraude fiscale et sociale (15 milliards là encore), la baisse de la contribution au budget de l'UE (7 milliards) et surtout sur la suppression des aides sociales aux étrangers : le RN annonce un gain de 16 milliards, très contesté.

Eric Zemmour annonce le même type de mesure sur les étrangers, et pour un montant encore supérieur (20 milliards). Cela fait partie des rares économies annoncées avec la retraite à 64 ans par le candidat d'extrême droite, qui a par ailleurs multiplié les annonces coûteuses : baisse de la CSG des plus modestes (15 milliards), baisse des impôts de production (30 milliards selon la dernière annonce faite mercredi sur BFM), augmentation du budget de la Défense (20 milliards)... « Un chiffrage plus précis sera fait durant la campagne », a-t-il assuré sur BFM, lui qui a renoncé à la sortie de l'euro.

PUBLICITÉ



A gauche, la dette au second plan

A gauche, la question de la dette reste au second plan. « Le remboursement de la dette n'est pas un problème majeur pour le prochain quinquennat. Ce n'est pas un propos

d'irresponsabilité budgétaire, mais la priorité c'est d'investir en ayant les yeux grands ouverts sur la lutte contre le réchauffement climatique », explique Delphine Batho, porte-parole de **Yannick Jadot**.

Le candidat Europe Ecologie-Les Verts (EELV) devrait détailler à la fin du mois le chiffrage de ses propositions, mais il s'est déjà affirmé partisan d'une réforme du Pacte de stabilité européen qui exclurait les investissements verts du calcul du déficit, ainsi que d'un élargissement du plan de relance européen (de 750 milliards à 2.000 milliards d'euros).

Les règles européennes ne sont pas le sujet de **Jean-Luc Mélenchon**, partisan d'un rapport de force avec les partenaires européens pour faire bouger les traités. Le candidat LFI s'est déjà dit partisan de l'annulation de la dette née de la crise sanitaire. Et pour le reste, « c'est le moment de s'endetter » vu les taux bas, a-t-il affirmé récemment à « La Tribune » alors qu'il prévoit un plan de transition écologique de 200 milliards.

Le leader insoumis assume une relance par la dépense publique (allocation de 1.000 euros pour les jeunes, augmentation des enseignants, etc.), qu'il veut financer notamment par une fiscalité plus forte sur les plus aisés et les multinationales.

Pour en savoir plus nos dossiers sur la présidentielle 2022 :

Le guide de l'élection

Qui est candidat

**SONDAGE - Tous les résultats de notre baromètre quotidien
Présidentielle 2022**

Dernières infos et décryptages

Les temps forts de la campagne électorale

Parcours, équipe, programme... ce qu'il faut savoir sur les candidats

INFOGRAPHIE ANIMÉE - La régates présidentielle

Renaud Honoré